



English version below.

PLANS D'OPTIONS SUR ACTIONS : NOUVELLE PROCÉDURE DE NOTIFICATION PAR VOIE ÉLECTRONIQUE À L'ACD

Pour rappel, conformément à la circulaire L.I.R. 104/2bis du 28.12.2015, les employeurs qui envisagent d'offrir des options sur actions (ou équivalents) à leurs salariés sont tenus, depuis le 01.01.2016, d'en faire la notification à l'Administration des Contributions directes (ACD) au moins deux mois avant la mise en œuvre du plan. Pour ce faire, ils doivent communiquer la copie du plan ainsi que la liste des bénéficiaires par courrier au préposé du bureau d'imposition RTS dont ils dépendent.

En sus de cette obligation, les employeurs sont dorénavant tenus de communiquer par voie électronique au bureau RTS compétent les données détaillées du Plan mis en place (nom des bénéficiaires, matricules, nombre d'options ou d'actions attribuées, prix total d'attribution, montant du sous-jacent, méthode d'évaluation de l'AN, montant de l'AN imposé, date d'exercice des options, durée de la période de blocage le cas échéant, etc.).

La procédure de notification électronique sécurisée est détaillée sous : http://www.impotsdirects.public.lu/echanges_electroniques/stock_options/index.html

Une circulaire est en cours de préparation par l'ACD laquelle fournira davantage d'informations.

ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS : ASSUJETTISSEMENT À LA TVA

L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED) est en train de préparer une circulaire, attendue pour la mi-septembre, qui traitera de l'assujettissement des administrateurs indépendants à la TVA.

Comme rappelé par le Directeur de l'AED en février dernier, les rémunérations perçues par les administrateurs indépendants tombent dans le champ d'application de la TVA lorsqu'il s'agit d'activités économiques exercées d'une façon indépendante et à titre habituel.

En pratique, les administrateurs luxembourgeois sont donc censés s'immatriculer à la TVA et facturer leurs prestations avec TVA luxembourgeoise au taux normal de 17 % sauf si leur chiffre d'affaires annuel reste inférieur à 25.000 €.

L'AED devrait contrôler l'application de cette règle à partir du 01.01.2017 mais devrait cependant se montrer compréhensive en ce qui concerne les années antérieures.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS : NOUVEAU SYSTÈME DE GESTION DES REVENUS PAR LE CCSS

Les cotisations des travailleurs indépendants (y compris les dirigeants d'entreprise affiliés au régime des indépendants) sont calculées par le Centre Commun de la Sécurité Sociale (CCSS) sur base du dernier revenu communiqué par l'ACD ou sur base du salaire social minimum pour travailleurs non-qualifiés, lorsqu'il s'agit d'un nouvel assuré.

Cela donne lieu à des régularisations de cotisations si le revenu pris en compte par le CCSS ne correspond pas au revenu réellement perçu par le travailleur indépendant pour l'année concernée.

Pour éviter de telles régularisations, l'indépendant peut faire adapter son revenu cotisable à tout moment. Les adaptations peuvent être demandées pour des exercices antérieurs de 5 ans par rapport à l'année en cours.

Pour ce faire, les indépendants peuvent commander en ligne (ou par téléphone au 40141-1) le nouveau formulaire d'adaptation du revenu provisoire : <http://www.ccss.lu/certificats/assures/adaptation-du-revenu-provisoire/>. Le formulaire reprenant les données enregistrées par le CCSS sera envoyé par voie postale à l'assuré qui pourra ensuite procéder à la modification de son revenu prévisible pour l'année concernée et le renvoyer au CCSS.

Si le travailleur exerce plusieurs activités différentes en qualité d'indépendant (par ex. dirigeant de plusieurs sociétés, activité libérale ou commerciale), le nouveau système distingue dorénavant les différents revenus indépendants. Auparavant, l'ancien système ne connaissait qu'un seul montant représentant le revenu annuel global de l'indépendant.

IF Advisory ne peut être tenu responsable d'erreurs, d'omissions ou de toutes conséquences, obtenues à la suite de l'utilisation de ce document, qui est publié à titre informatif seulement.

STOCK OPTIONS PLANS: NEW PROCEDURE OF ELECTRONIC NOTIFICATION TO THE TAX ADMINISTRATION

As a reminder, in accordance with the Circular L.I.R. 104/2bis dated 28/12/2015, the employers which intend to offer stock options (or equivalent) to their employees are required, since 01.01.2016, to notify it to the tax administration at the latest two months before the implementation of the plan. To that end, the employers must communicate a copy of the plan and the list of the beneficiaries by mail addressed to the competent RTS tax office.

On top of this obligation, the employers are now required to communicate electronically to the competent RTS tax office the detailed data of the plan put in place (name of the beneficiaries, registration numbers, number of options or shares granted, total price of grant, underlying values, valuation method of the BIK, amount of the taxed BIK, date of exercise of the options, duration of the blocking period if any, etc.).

The procedure of the secured electronic notification is detailed under: http://www.impotsdirects.public.lu/echanges_electroniques/stock_options/index.html

A circular currently under preparation by the tax administration will provide additional information.

INDEPENDENT DIRECTORS: VAT REGISTRATION

The VAT authorities are currently preparing a circular, expected for mid-September, which will cover the registration of independent directors with VAT.

As recalled by the Director of the VAT authorities in February this year, the remuneration received by the independent directors fall within the VAT scope when it relates to economic activities exercised independently and on a habitual basis.

In practice, the Luxembourg directors are supposed to register with VAT and to invoice their services with Luxembourg VAT at the standard rate of 17% except if their annual turnover remains below €25,000.

The VAT authorities should monitor the application of this rule as from 01.01.2017 but should however be lenient regarding prior years.

SELF-EMPLOYED WORKERS: NEW SYSTEM OF INCOME MANAGEMENT BY THE SOCIAL SECURITY AUTHORITIES

The social contributions of the self-employed (including company managers registered under the self-employment scheme) are calculated by the social security authorities on the basis of either the latest income communicated by the tax administration or the minimum social salary for unqualified workers in case of a new registration.

This gives rise to contributions adjustments in case the income taken into account by the social security authorities does not correspond to the actual income perceived by the self-employed worker for the year concerned.

To avoid such regularization, the self-employed can adapt his/her income subject to contributions at any time. Adjustments can be requested up to 5 years prior to the current year.

To that end, self-employed can order online (or by phone: 40141-1) the new form for the adjustment of the provisional income: <http://www.ccss.lu/certificats/assures/adaptation-du-revenu-provisoire/>. This form, containing the data recorded by the social security authorities will be sent by mail to the insured who will then proceed to the modification of his/her estimated income for the year concerned, and return it to the CCSS.

In case the worker exercises several activities as self-employed (e.g. manager of several companies, liberal or commercial activity), the new system now differentiates between the different independent income. Previously, the former system recognized only one amount covering the self-employed's global annual income.

IF Group is not responsible for any errors, omissions or for results obtained from the use of this documents, which is issued for information purposes only.

MEMBER OF IFGROUP

☒ **IF ADVISORY**

45, RUE DES SCILLAS

L-2529 HOWALD

WWW.IFGROUP.LU

☐ **JANIQUE BULTOT**

T +352 47 68 47-445

janique.bultot@ifgroup.lu

